



Sandrine Rousseau
Candidate du Rassemblement
30 rue des Meuniers
59 000 Lille

Lille, le 19 novembre 2015

Francis Chastagner, Novissen
Jean Michel Jedraszak, Aives
Marie-Josée Pilc, Decicamp

Objet : Réponse à votre interpellation sur le développement des fermes-usines

Madame, Messieurs,

Nous vous remercions pour votre interpellation sur la question des élevages industriels. Votre interpellation s'inscrit dans le long combat démocratique (plus de 4 ans pour certains d'entre vous), que vos associations ont courageusement mené.

La question des fermes usines est fondamentale en Nord-Pas de Calais – Picardie car nous sommes exposés aux formes les plus indésirables de l'agriculture industrielle et à leurs impacts environnementaux, sanitaires et sociaux. Il est aussi indispensable que chaque candidat clarifie sa position tant le groupe écologiste et le parti de gauche au Conseil régional Nord-Pas de Calais se sont sentis seuls au sein de l'assemblée régionale pour combattre ce modèle d'agriculture qui n'est ni innovant, ni performant, ni bénéfique aux économies locales. Au nom du Rassemblement Europe Écologie Les Verts - Parti de Gauche - Nouvelle Donne - Nouvelle Gauche Socialiste en Nord-Pas de Calais – Picardie, conduit par la tête de liste Sandrine Rousseau, veuillez trouver notre position et nos propositions pour lutter contre ces modèles d'agriculture.

Tout d'abord, nous dénonçons la tentation du modèle de l'élevage industriel. Cette course à l'agrandissement, dans une économie tournée vers l'export, soumise aux aléas des marchés mondiaux, ne doit pas être appliquée à une économie aussi particulière que l'économie agricole. Crise de l'œuf en 2013, crise du lait à répétition entre 2014 et 2015, crise du porc en août 2015, les fermes industrielles ont montré une très faible résistance aux crises et ont plongé les agriculteurs dans une profonde détresse. Face à cet état de crise permanent, nous avons mis en place, au cours du mandat qui s'achève, des plans d'aide d'urgence ainsi que des aides à la conversion vers des modèles d'agriculture durables et locales. C'est en démontrant aux éleveurs qu'ils peuvent mieux gagner leur vie, en produisant de la qualité et en satisfaisant la demande locale que nous lutterons le plus efficacement contre les élevages industriels.

Sur le plan national, nous avons combattu les réformes de la loi Macron, qui ont assoupli les régimes d'installation et d'augmentation de cheptel des Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE). Le gouvernement n'a pas pris la pleine mesure des menaces environnementales qui pèsent en priorité sur les riverains de ces usines mais aussi pour l'ensemble de la société. Ces exploitations menacent en premier lieu

la ressource en eau en concentrant nitrates, antibiotiques et hormones dans nos réserves d'eau. Elles vont à contre-sens des orientations prises par la France dans le cadre de la COP21 et des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Enfin, lorsqu'elles sont associées à de la méthanisation, elles présentent un risque industriel alors qu'elles sont construites, à l'exemple des 1000 vaches, à proximité des habitations.

Au niveau local, nous avons participé aux manifestations, aux enquêtes publiques et aux actions en justice pour dénoncer la « non-durabilité » des élevages industriels mais nous restons minoritaires. Il s'est formé un bloc majoritaire, qui va à contre-sens d'une opinion publique inquiète et majoritairement opposée, qui s'étend de la majorité gouvernementale jusqu'à la droite, pour croire que les fermes usines représentent un progrès et même le futur de notre agriculture. C'est une chimère. Nous avons besoin de peser de tout notre poids lors de ces élections pour réorienter ces politiques agricoles.

Dans cette perspective, nos solutions sont les suivantes :

1. Renforcer le plan de soutien à l'agro-écologie et aux filières biologiques pour atteindre 10% de surface cultivée (démarche soutenue par l'évolution qualitative du label Saveurs en Or vers des productions à 100% régionales et durables et par l'introduction de 50% de bio local dans les cantines) ;
2. Introduire le critère « impact carbone » dans les marchés publics pour favoriser l'approvisionnement local ;
3. Consolider les filières locales en soutenant l'investissement à la diversification, à la transformation et aux points de vente directs. D'autres solutions issues de notre grande concertation sur la Gouvernance Alimentaire en Nord-Pas de Calais seront mises en œuvre car elles sont directement issues du débat public.

En espérant vous avoir convaincus du bien-fondé et la sincérité de notre démarche.

Amitiés écologistes,

Sandrine Rousseau

Candidate du Rassemblement « Choisir une région citoyenne, écologique et solidaire »